

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

INVITATION D'OBSERVATEURS AUX SESSIONS DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

1. Conformément aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et de différentes règles et décisions adoptées par le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration, des observateurs ont été invités aux sessions antérieures du Conseil des gouverneurs. Les règles et décisions en question figurent, avec une liste des observateurs pouvant être invités à chaque session, dans les documents EB 87/31/R.57 et EB 88/34/R.52, qui ont été examinés par le Conseil d'administration à sa trente et unième et trente-quatrième session en septembre 1987 et septembre 1988 respectivement. À sa trente-quatrième session, le Conseil d'administration a entre autres décidé de modifier les critères de sélection des organisations non gouvernementales (ONG) invitées en qualité d'observateurs, de façon à ce qu'elles rentrent dans l'une des catégories suivantes:

- a) organisations consensuelles ou organisations «faitières» de réputation bien établie, se caractérisant par une composition étendue et variée;
- b) «ONG sensibilisatrices», qui s'emploient activement à faire connaître les objectifs et les activités du FIDA aux gouvernants et au grand public;
- c) «ONG opérationnelles», qui ont déjà noué des liens de collaboration avec le FIDA dans un certain nombre de projets ou qui ont donné la preuve de leur vif désir d'engager une collaboration de grande envergure avec le Fonds; et
- d) dans la sélection d'ONG des trois catégories visées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus, on s'assurera que les ONG de pays en développement soient dûment représentées ou soient représentées par des ONG consensuelles d'Afrique et d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, et du Proche-Orient et d'Afrique du Nord.

2. À cet égard, l'admission à la qualité d'observateur auprès du FIDA a été sollicitée par: l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem de Rhodes et de Malte (Ordre de Malte), le Centre régional sur la réforme agraire et le développement rural pour le Proche-Orient (CARDNE), et les ONG Alisei, Counterpart International et Heifer International. On trouvera en annexe des renseignements sur ces organisations.

Recommandation

3. Attendu que l'Ordre de Malte, CARDNE, Alisei, Counterpart International et Heifer International satisfont aux critères établis par le Conseil d'administration, tels qu'ils sont énoncés dans les paragraphes 8 et 9 du document EB 87/31/R.57 et dans le paragraphe 1 ci-dessus, et que les activités de ces organisations visent à améliorer les conditions de vie des pauvres dans les pays moins avancés, ce qui correspond aux objectifs du FIDA, il est proposé que le Conseil d'administration autorise le Président à inviter l'Ordre de Malte, CARDNE, Alisei, Counterpart International et Heifer International à assister en qualité d'observateurs à la vingt-neuvième session et aux sessions suivantes du Conseil des gouverneurs.

**ORDRE SOUVERAIN MILITAIRE HOSPITALIER DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM
DE RHODES ET DE MALTE**

Les origines de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem de Rhodes et de Malte, plus communément appelé Ordre de Malte, remontent au XI^e siècle, quand une communauté monastique fonda à Jérusalem un hôpital chargé de soigner les pèlerins de toute confession ou race. L'Ordre, consacré par une bulle du pape Pascal II en 1113 comme un ordre religieux, a pour mission de protéger les malades et de défendre les pèlerins. La vocation militaire de l'Ordre s'éteint avec la perte de son territoire en 1798. Aujourd'hui, la mission de l'Ordre de Malte est exclusivement humanitaire. Fort de son expérience séculaire et de la participation active de ses membres aux grands courants de la société, l'Ordre a su adapter efficacement ses ressources. C'est à présent une importante organisation professionnelle d'envergure mondiale, qui fournit de l'aide humanitaire et des soins médicaux. Ses 11 500 membres sont organisés en grands prieurés, prieurés et associations nationales, et il est épaulé par quelque 80 000 bénévoles qualifiés et 10 000 salariés, travaillant principalement dans le domaine médical.

Objectifs

D'après sa Charte constitutionnelle, l'Ordre de Malte a pour but de promouvoir les vertus chrétiennes de charité et de fraternité. Il exerce ses œuvres de miséricorde en faveur des malades, des personnes dans le besoin et des réfugiés sans distinction de religion, de race ou d'âge.

Activités

L'Ordre de Malte participe à des interventions médicales et humanitaires. Il est implanté de façon permanente dans la plupart des pays du monde. L'Ordre, qui est particulièrement actif dans les pays en développement, vient en aide aux pauvres, aux personnes dans le besoin et aux malades grâce à son réseau international d'associations, d'hôpitaux et de dispensaires. Ses projets et programmes d'assistance opérationnelle répondent aux situations d'urgence par l'entremise de Malteser International, qui regroupe les moyens d'importantes associations nationales de l'Ordre. Longtemps, l'une de ses principales activités a consisté à aider les personnes atteintes de la maladie de Hansen (lèpre), principalement par le biais de son comité international basé à Genève (CIOMAL), créé à cet effet. Plus récemment, l'Ordre a développé ses activités pour faire face à d'autres problèmes, tels que le VIH/sida.

Les activités de l'Ordre portent aussi sur la collecte et le tri de fournitures médicales qui sont distribuées dans le monde aux malades et aux nécessiteux avec l'approbation de l'Organisation mondiale de la santé. À l'occasion, l'Ordre assure la prise en charge médicale de missions de paix de l'ONU (par exemple, dans les Balkans, en Amérique centrale, au Koweït et au Timor-Leste). Il est particulièrement actif au Moyen-Orient, où il gère plusieurs dispensaires et le seul hôpital permanent de Bethléem, qui accueille des membres des trois principales religions pratiquées dans la région.

Composition et structure

La structure de gouvernance de l'Ordre de Malte est comparable à celle d'un État. Il existe la même séparation entre les trois pouvoirs: législatif, exécutif et judiciaire. L'Ordre est une entité souveraine de droit international possédant sa propre constitution, ses passeports, ses timbres et ses institutions. Le 78^e Grand Maître, Fra' Andrew Bertie, a été élu à vie en 1988 à la tête de l'Ordre et gouverne avec l'aide du Souverain Conseil qu'il préside. Le Conseil se compose de quatre hautes charges – le Grand Commandeur, le Grand Chancelier, le Grand Hospitalier et le Receveur du Commun Trésor – et de six autres membres, tous élus par le Chapitre Général parmi les Chevaliers profès et les Chevaliers en obédience. Le Souverain Conseil est élu pour un mandat de cinq ans.

Reconnaissance internationale

L'Ordre de Malte entretient actuellement des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs avec 93 pays, tous membres des Nations Unies.

Financement

Les prieurés, les associations nationales et les fondations de l'Ordre financent leurs activités médicales, hospitalières et humanitaires grâce aux cotisations et aux dons de leurs membres; à des dons en nature et des legs; et à des campagnes de mobilisation de fonds auprès de milliers de donateurs habituels. En Europe, l'Ordre reçoit d'importants financements de la part des systèmes nationaux de santé et de sécurité sociale, des dons extérieurs à l'Ordre, des subventions gouvernementales et des contributions de grandes fondations.

Le financement des activités menées dans les pays en développement provient de différentes sources, parmi lesquelles les prieurés et les associations nationales de l'Ordre, l'Union européenne (UE), les institutions spécialisées des Nations Unies, les gouvernements nationaux et les fondations internationales. Une telle diversité des sources de financement permet de faire face à toutes sortes de situations, quelles que soient leur urgence et leur ampleur, et de conserver une indépendance totale vis-à-vis des gouvernements et des donateurs publics.

La comptabilité de toutes les associations, organisations et établissements hospitaliers de l'Ordre fait l'objet de vérifications périodiques par des commissaires aux comptes. En outre, les entités susmentionnées sont placées sous le contrôle général de la Chambre des comptes de l'Ordre de Malte, dont le siège est au Grand Magistère de Rome.

Relations avec le FIDA et d'autres organisations internationales

En vertu de sa vocation humanitaire et de son engagement à combattre la pauvreté, la maladie et la faim de par le monde, l'Ordre de Malte suit de près le travail des Nations Unies. L'Ordre est représenté en qualité d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), afin de se tenir informé des faits nouveaux et de repérer les possibilités de coopération. Un accord de coopération avec la FAO a été signé le 14 novembre 2005. L'Ordre a également une représentation auprès des Nations Unies à New York, Vienne et Genève, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Adresse

Siège: Palazzo Malta
Via Condotti, 68
00187 Rome
Italie
Tél: +39 06 675811
Télécopie: +39 06 6797202
Courrier électronique: info@orderofmalta.org
www.orderofmalta.org

Interlocuteur de référence

Observateur permanent auprès des institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome:

Son Excellence

Giuseppe Bonanno di Linguaglossa

Ambassadeur de l'Ordre Souverain de Malte

et Observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture

Via Ludovico di Savoia 10/C

00185 Rome

Italie

Tél: +39 06 70491825

Télécopie: +39 06 7008686

Courrier électronique: orderofmalta.mission.unrome@fastwebnet.it

CENTRE RÉGIONAL SUR LA RÉFORME AGRAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR LE PROCHE-ORIENT

Le Centre régional sur la réforme agraire et le développement rural pour le Proche-Orient (CARDNE) est une organisation intergouvernementale autonome qui est hébergée par le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie. Le Centre est au service de ses États membres, situés dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, dans une multitude de domaines liés aux communautés agricoles et pastorales en milieu rural.

Objectifs

Dans le cadre d'un réseau réunissant des centres nationaux de référence dans les États membres, les fonctions et les objectifs du CARDNE consistent à:

- appuyer les mesures nationales et encourager et promouvoir la coopération régionale en matière de réforme agraire et de développement rural;
- améliorer la production, les revenus et les conditions de vie des petits exploitants agricoles, des pasteurs nomades et d'autres catégories rurales dans le besoin;
- insérer les populations rurales dans le processus de développement et promouvoir leur participation à la vie sociale, économique et culturelle de leur communauté; et
- se mettre au service des États membres dans les domaines susmentionnés, c'est-à-dire fournir des services de conseil et un appui technique, favoriser l'échange d'idées et de données d'expérience, et encourager le travail en collaboration dans l'intérêt des populations de ces pays.

Activités

Pour atteindre ses objectifs, le Centre mène une large gamme d'activités qui sont toujours fondées sur des méthodes participatives faisant appel aux connaissances spécialisées et à l'expérience des communautés locales. Ces activités comprennent:

- la réalisation et la promotion de travaux de recherche et d'études sur divers aspects de la réforme agraire et du développement rural;
- l'organisation de consultations qui permettent aux gouvernants, chercheurs, responsables de la planification, agents d'exécution et représentants des communautés locales d'échanger des idées et des données d'expérience;
- l'organisation de cours de formation et d'ateliers régionaux et nationaux sur la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et des projets;
- la fourniture de services de conseil spécialisé, d'appui technique et de liaison à l'intention des centres nationaux et d'autres organismes pertinents; et
- la centralisation d'informations sur la réforme agraire et le développement rural.

Composition

Les membres actuels du Centre sont l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Mauritanie, la République arabe syrienne, le Soudan, la Tunisie et le Yémen.

Structure

Le Centre est dirigé par un conseil de gouvernance qui rassemble tous les États membres et se réunit tous les deux ans. Un comité exécutif composé de cinq États membres supervise les activités ordinaires et se réunit au moins une fois par an. Le directeur général a autorité pour représenter le Centre et en assure la conduite conformément aux politiques et décisions adoptées par le conseil de gouvernance. L'actuel directeur général est M. Khaldoun Sbaihi.

Pays d'intervention

Le Centre répond aux besoins de ses États membres dans le Proche-Orient (Moyen-Orient et Afrique du Nord).

Financement

Le Centre est financé principalement par les contributions de ses membres, qui ont été établies d'après le barème des Nations Unies dans le cadre du budget approuvé par le conseil de gouvernance du Centre.

Relations avec le FIDA et d'autres organisations internationales

Ces trois dernières années, le CARDNE s'est vu confier diverses tâches de formation au profit du personnel et des bénéficiaires de projets financés par le FIDA en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. Ces interventions sont encadrées par les services d'appui à l'exécution de la Division Proche-Orient et Afrique du Nord et par un partenariat direct avec les projets.

Le CARDNE a signé des accords de collaboration avec de nombreuses organisations, au rang desquelles la FAO, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), le Centre arabe d'étude des terres arides et non irriguées (ACSAD), le Réseau interislamique sur la valorisation et la gestion des ressources hydriques (INWRDAM), l'Institut Reine Zein Al Sharaf pour le développement (ZENID) (ONG jordanienne) et le Fonds pour le développement et l'emploi (ONG jordanienne).

Adresse

P.O. Box 851840
Amman 11185
Jordanie
Téléphone et télécopie: +962 6 5924348; +962 6 5934708
Courrier électronique: cardne@cardne.org

ANNEXE III

ALISEI

L'ONG italienne Alisei est née en février 1998 de la fusion des deux associations Nuova Frontiera (fondée à Milan en 1983) et Cidis (fondée à Pérouse en 1984), qui intervenaient l'une et l'autre dans les domaines ci-après:

- coopération internationale au développement;
- aide humanitaire; et
- éducation interculturelle au service du développement.

Objectifs

L'objectif qui a présidé à la création d'Alisei était d'intégrer et d'optimiser les connaissances, les enseignements et les ressources humaines, financières et logistiques des deux associations préexistantes, afin de faire face de manière plus efficace et plus souple aux défis posés par les nouveaux contextes du développement, en Europe et dans le monde.

Activités

Alisei intervient dans les secteurs suivants:

- Aide humanitaire: la stratégie générale d'Alisei consiste à fournir aide et protection sans distinction de sexe, d'appartenance ethnique, de conviction politique ou de croyance religieuse. Alisei s'attache à créer un environnement favorable au bon déroulement des activités de secours d'urgence, d'assistance au sortir d'une crise, de relèvement et de reconstruction, et de développement durable.
- Coopération internationale au développement: les interventions d'Alisei visent à consolider et à accroître les capacités locales par le plaidoyer, l'éducation, la sensibilisation, le microcrédit et la mise en place d'infrastructures essentielles au développement.
- Campagnes d'information et d'éducation au service du développement: Alisei s'attache à identifier les interconnexions et les relations qui peuvent être établies dans la problématique du développement Nord-Sud, de manière à formuler constamment des stratégies d'intervention qui rattachent les expériences locales aux enjeux mondiaux. À ce titre, Alisei assure la promotion, en Italie comme en Europe, d'un large éventail d'initiatives – campagnes d'information et d'éducation, ateliers, élaboration de cadres didactiques et collaboration avec des établissements scolaires et des centres d'enseignement – pour alimenter l'analyse et le débat sur des questions touchant au développement et au sous-développement, aux droits de l'Homme, etc.
- Migrations: Alisei dispense, à travers des bureaux d'accueil du public, des informations et des services d'éducation en vue de l'intégration sociale et culturelle des immigrés, aide les individus par un accompagnement professionnel et des activités interculturelles, de la recherche en sciences sociales et des publications.
- Aides à la construction individuelle d'un logement: Alisei aide les immigrés non ressortissants de l'UE et d'autres groupes socialement exclus et marginalisés à concrétiser leur droit à un logement décent, en appliquant une stratégie intégrée et susceptible d'être reproduite.

Membres

Alisei se compose de membres fondateurs et de membres ordinaires. L'adhésion est ouverte à tous ceux qui souscrivent aux objectifs de l'association.

Pays d'intervention

À l'heure actuelle, Alisei mène des activités d'aide humanitaire et de coopération internationale dans les pays suivants:

- Afrique: Angola, Bénin, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Guinée équatoriale, Kenya, Mozambique, République démocratique du Congo, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Togo et Tunisie;
- Amérique latine: Bolivie, Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras et Nicaragua;
- Asie: Afghanistan, Géorgie et Iraq;
- Europe: Bosnie-Herzégovine et Italie.

Financement

Alisei est financée à la fois par le secteur public et le secteur privé. Les financements publics proviennent des pouvoirs publics (ministères d'État et conseils municipaux), des régions européennes, de l'UE et des Nations Unies. En 2003, Alisei a reçu en tout 26,95 millions de EUR.

Relations avec le FIDA et d'autres organisations internationales

Alisei travaille en étroite collaboration avec des institutions bilatérales, telles que la Coopération italienne et le Ministère du développement international (DFID) du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des institutions multilatérales, parmi lesquelles la Commission européenne. Alisei envisage de travailler avec le FIDA sur les questions liées aux populations autochtones.

Implantation

Alisei travaille par l'intermédiaire de ses grands bureaux opérationnels de Milan, Pérouse et Rome (qui est aussi le siège officiel de l'association), et d'autres bureaux de taille plus réduite dans toute l'Italie (Bologne, Ravenne, Terni, Naples, Caserta et Avellino).

Bureau de Rome: Via Merulana, 272
00185 Rome
Italie
Tél: +39 06 483066
Télécopie: +39 06 483218
Courrier électronique: alisei.rm@alisei.org

Bureau de Milan: Piazza Fidia, 3
20156 Milan
Italie
Tél: +39 02 66805260
Télécopie: +39 02 66809723
Courrier électronique: nfmilano@alisei.org; nfemergenza@alisei.org

COUNTERPART INTERNATIONAL

Depuis sa création en 1965 sous le nom de Fondation des peuples du Pacifique Sud, Counterpart International a toujours poursuivi le même objectif central: appuyer la mise en place et le renforcement d'institutions locales et de réseaux non gouvernementaux qui soient solides et capables de répondre aux besoins locaux et régionaux sur un mode durable.

Objectifs

Les objectifs de Counterpart International consistent à:

- encourager et renforcer les partenariats entre les communautés, les ONG et les entreprises;
- aider les communautés à parvenir à l'autosuffisance du point de vue économique;
- promouvoir des processus démocratiques qui permettent d'identifier les besoins plurisectoriels, de les hiérarchiser et de les satisfaire;
- fournir une aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe aux populations et aux communautés à risque;
- améliorer la couverture et l'efficacité des services sanitaires et des services sociaux, en particulier à l'intention des populations marginalisées;
- encourager et renforcer les partenariats entre les communautés, les ONG et les entreprises pour préserver l'environnement et atteindre les objectifs du développement durable;
- préserver l'environnement pour atteindre les objectifs du développement durable à l'échelle des communautés; et
- respecter la culture et les croyances religieuses des populations bénéficiaires.

Activités

La démarche de Counterpart International est une démarche fondée sur les besoins, le pragmatisme et la collaboration. L'instauration de partenariats et la promotion d'alliances stratégiques aux échelons local, national, régional et international sont au cœur de sa stratégie en faveur du développement, tout autant que la recherche d'une collaboration entre les gouvernements, les ONG et le secteur privé.

Les activités de Counterpart International sont organisées comme suit:

- Les activités de renforcement de la société civile facilitent l'accès aux partenariats, aux connaissances et aux outils des individus, des communautés et des institutions de façon à constituer des sociétés civiles dynamiques et durables. Les principaux champs d'action sont les suivants: renforcement des institutions, plaidoyer, mobilisation communautaire, création de fondations communautaires, prévention et apaisement des conflits;
- Les activités en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable visent à renforcer la capacité de résistance des populations les plus vulnérables dans le monde à la maladie, à la faim et aux conflits auxquels elles sont confrontées. Ces activités sont menées sous la forme de programmes impulsés par les communautés dans les domaines de la nutrition et de l'agriculture, en mettant l'accent sur les moyens de faire face au VIH/sida;

ANNEXE IV

- Les activités de développement économique permettent d'accroître les revenus et d'améliorer les conditions d'existence en aidant les microentreprises et les petites et moyennes entreprises – producteurs, négociants, prestataires de services et exportateurs – à stabiliser leur activité, à se développer et à créer des emplois. Les entreprises et les communautés ainsi aidées obtiennent un meilleur accès aux services financiers et aux services d'aide aux entreprises, et sont mieux armées pour plaider la cause d'un cadre de politiques favorable à l'activité économique.
- Les activités de santé publique et de nutrition visent à améliorer l'accès des populations les plus vulnérables à des services sanitaires de meilleure qualité. Il s'agit de promouvoir, par un changement des comportements, des solutions durables dans les domaines de la santé maternelle et de la survie de l'enfant, de la lutte contre le paludisme et la tuberculose, de l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement, de la promotion de la bonne nutrition et de l'allaitement et de la lutte contre les maladies diarrhéiques, les affections aiguës des voies respiratoires et le VIH/sida.
- L'aide aux communautés et l'aide humanitaire assurent la transition des secours d'urgence au développement à long terme. Grâce à un système de gestion de la chaîne logistique, Counterpart International est en mesure de se procurer, d'expédier et de distribuer des biens aux utilisateurs finaux selon leurs besoins. Il a acheminé et distribué à ce jour plus de 6 000 conteneurs de vêtements et de produits alimentaires, de matériel médical et pharmaceutique, familial, agricole et de secours, sans compter des véhicules et de l'équipement.
- En matière d'environnement et de conservation, Counterpart International intervient dans le cadre de projets de gestion intégrale des écosystèmes en faveur de la réduction de la pauvreté, de la conservation de la biodiversité, de la lutte contre la pollution et du développement économique durable.
- Le tourisme durable fournit des emplois et permet d'accroître les revenus, de revitaliser la culture locale, d'améliorer la santé et de protéger l'environnement par ses retombées économiques sur les entreprises et les ménages locaux.

Membres

La répartition géographique des membres de Counterpart International est la suivante:

Afrique:	Côte d'Ivoire, Ghana, Sénégal, Zimbabwe
Amérique centrale et Caraïbes:	Barbade, Belize, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, République dominicaine, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago
Amérique du Nord:	États-Unis d'Amérique (siège)
Amérique du Sud:	Brésil, Équateur, Pérou
Asie:	Afghanistan, Fédération de Russie, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan, Viet Nam
Australie et Pacifique Sud:	Australie, Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu

ANNEXE IV

Europe: Allemagne, Arménie, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Espagne, France, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Ukraine

Moyen-Orient: Azerbaïdjan, Géorgie, Iraq, Jordanie

Pays d'intervention

Counterpart International intervient dans tous les pays dans lesquels se trouvent ses membres.

Financement

Counterpart International est constituée sous la forme juridique d'une organisation à but non lucratif. Ses programmes bénéficient d'un financement mixte de la part du gouvernement et du secteur privé. En 2004, Counterpart International a reçu des dons d'un montant total de 29 263 073 USD, et son patrimoine total a été évalué à 34 725 703 USD. La même année, les dons en nature sous forme d'aide humanitaire ont été estimés à plus de 71 millions de USD.

Relations avec le FIDA et d'autres organisations internationales

Ces dernières années, les relations entre le FIDA et Counterpart International se sont considérablement renforcées. Counterpart International a resserré ses liens avec le bureau de liaison du FIDA pour l'Amérique du Nord à Washington, sous la direction de Mme Cheryl Morden, et du temps de son prédécesseur, Mme Vera Weill-Hallé. Dr Thoric Cederstrom fait partie du groupe de travail FIDA-ONG sur la pauvreté rurale et a représenté Counterpart International au forum participatif du Ministère des finances des États-Unis sur la reconstitution des ressources du FIDA. En juin 2004, Counterpart International et le FIDA ont organisé ensemble un atelier très apprécié au Samoa. La Fondation des peuples du Pacifique Sud, apparentée à Counterpart International, est citée comme un partenaire de choix dans l'exposé des options et stratégies d'intervention du FIDA pour la sous-région des pays insulaires du Pacifique et a reçu un don au titre du Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique. Counterpart International a été récemment associé, dans le cadre du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, à la mise au point de manuels de formation et de directives dans la perspective de la réalisation prochaine d'enquêtes de référence pour ses différents programmes.

Counterpart International collabore également avec la Banque mondiale et figure parmi les rares ONG dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Adresse

Siège: Counterpart International, Inc.
1200 18th Street NW
Suite 1100
Washington, D.C. 20036
États-Unis d'Amérique
Tél: +1 202 2969676
Télécopie: +1 202 2969679

Interlocuteur de référence

Thoric Cederstrom, Ph.D.
Vice-Président
Counterpart International
Tél: +1 202 7211548
Courrier électronique: Thoric@Counterpart.org

HEIFER INTERNATIONAL

Heifer International (Heifer) est une organisation à but non lucratif au service d'un monde dans lequel les communautés vivent en paix et partagent équitablement, en les préservant, les ressources de la planète. Heifer vient en aide aux individus, aux ménages et aux communautés qui n'ont guère de ressources à leur disposition et aspirent à être autonomes grâce à des activités communautaires de développement de l'élevage et de l'agriculture.

Le bilan de l'action menée de longue date par Heifer est celui d'une réussite éclatante: depuis 1944, Heifer a aidé, directement ou indirectement, plus de 38 millions de personnes – soit 7 millions de familles – à se libérer de la pauvreté pour conquérir leur autonomie. L'aide directe est apportée sous la forme de dons de bétail et de formation. L'aide indirecte recouvre la formation informelle entre agriculteurs, les services d'appui à l'élevage, et les avantages découlant du travail des agents communautaires formés par Heifer dans les domaines de la santé animale et de l'environnement.

Objectifs

Heifer œuvre, avec les communautés, à l'éradication de la faim et de la pauvreté et à la protection de la planète. Les résultats escomptés de son action sont les suivants:

- les familles et les communautés obtiennent et conservent un revenu, et elles parviennent à une situation de sécurité alimentaire dans laquelle elles se maintiennent;
- dans les communautés aidées par Heifer, la protection et la restauration de l'environnement sont des principes reconnus et appliqués;
- les individus et les groupes acquièrent l'éducation et les capacités dont ils ont besoin pour œuvrer en faveur d'un monde juste, viable du point de vue économique et durable; et
- les revenus et la sécurité alimentaire des ménages sont appuyés par l'adoption de politiques publiques et privées et par une réforme des systèmes.

Activités

Les principales activités de Heifer comprennent:

- la distribution de bétail et de matériel pour l'élevage;
- la formation;
- l'éducation;
- le développement communautaire durable; et
- le développement de petites entreprises agricoles.

Le «passage du don» est au cœur de la démarche de Heifer en faveur du développement durable. Les familles pauvres en ressources qui reçoivent un animal «remboursent» le prêt en faisant don d'une ou de plusieurs femelles nées de l'élevage à d'autres familles dans le besoin. Ces familles font à leur tour don d'un animal à d'autres familles et leur transmettent leurs connaissances, leurs ressources et leurs compétences. Heifer s'engage dans ses interventions à promouvoir l'équité entre les sexes, la sensibilisation au VIH/sida et la prévention, la protection de l'environnement, le bien-être animal, la création de microentreprises et le plaidoyer.

Membres

Heifer n'est pas une organisation de type associatif.

Structure

Le conseil d'administration de Heifer est actuellement formé par:

- cinq représentants de congrégation, dont un siège permanent réservé à la Church of Brethren;
- sept directeurs, soit un par région des États-Unis: nord-ouest, sud-ouest, sud-est, nord-est, centre, midwest et midatlantique;
- cinq directeurs de terrain, soit un par région du monde: Afrique; Asie et Pacifique Sud; Europe centrale et orientale; Amérique latine et Caraïbes; et Amérique du Nord; et
- le Président et le Vice-Président de Heifer International Foundation.

Le Conseil se concentre sur le rayonnement de l'organisation et les impacts à long terme de son action. C'est à ce titre qu'il formule des valeurs et des politiques générales.

L'équipe de direction de Heifer se compose du:

- Directeur exécutif et président;
- Vice-Président principal pour les programmes;
- Vice-Président principal pour les opérations internes;
- Vice-Président principal pour les relations extérieures; et
- Chef des finances.

Pays d'intervention

Heifer dispose à l'heure actuelle de bureaux de terrain qui travaillent avec leurs partenaires dans 51 pays et dans 23 États des États-Unis. Vous trouverez ci-dessous à titre indicatif la liste des pays et des zones où Heifer opère:

Afrique:	Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Zambie, Zimbabwe
Amérique latine et Caraïbes:	Bolivie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua
Asie et Pacifique Sud:	Afghanistan, Cambodge, Chine, Indonésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Thaïlande, Viet Nam
Europe centrale et orientale:	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kosovo, Lituanie, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Ukraine

Financement

Pour l'exercice financier de 2005, les recettes totales de l'organisation étaient de plus de 77 millions de USD et se décomposaient comme suit: dons de particuliers: 66% (51 millions de USD); contributions d'entreprises et d'organisations: 15% (12 millions de USD); contributions de congrégations: 13% (10 millions de USD); dons publics fédéraux et non fédéraux: 4% (3 millions de USD); et contributions en provenance d'autres programmes et de diverses sources: 2% (1 million de USD).

Relations avec le FIDA et d'autres organisations internationales

Heifer n'a de cesse de renforcer ses relations avec des organisations telles que le FIDA et partage les objectifs du Fonds consistant à améliorer les moyens de subsistance des segments les plus pauvres de la population dans les pays moins avancés. Heifer est depuis longtemps affilié à InterAction et a noué des partenariats avec Bread for the World, CARE, la Fondation œcuménique de crédit (ECLOF), Habitat pour l'humanité, World Neighbours, Land of Lakes, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI), le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), la Sandy River Charitable Foundation et de nombreuses autres organisations ayant la même vocation. Par ailleurs, Heifer participe à ONE Campaign, est un partenaire d'exécution de la FAO et dispose d'un statut consultatif auprès de l'ECOSOC.

Heifer a établi de solides partenariats avec des organisations internationales à but non lucratif telles que Bothar, Send a Cow, Heifer Pays-Bas, Heifer France, Heifer Hong Kong et Africa's Sustainable Development Council (ASUDEC). Heifer a été lauréat en 2004 du Prix humanitaire Hilton.

Adresse

Siège mondial: Heifer International
 1015 Louisiana
 Little Rock, AR 72202
 États-Unis d'Amérique

Centres d'apprentissage:

Ceres Education Centre
3906 E. Don Pedro
Ceres, CA 95307
États-Unis d'Amérique

Overlook Farm
216 Wachusett Street
Rutland, MA 01543-2099
États-Unis d'Amérique

Heifer Ranch
55 Heifer Road
Perryville, AR 72126-8081
États-Unis d'Amérique